



Besançon, le 1^{er} Octobre 2015

Madame la Présidente,

Au plan national, les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques considèrent que la situation de la DGFIP est grave et alertent les personnels sur l'ampleur des restructurations en cours dans le réseau et sur leurs conséquences. Que ce soit dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme territoriale ou de la démarche stratégique, déclinaison de la MAP à la DGFIP, tout est prétexte à la réduction du maillage territorial du réseau au mépris de l'égalité d'accès du citoyen au service public.

En intersyndicale nationale, Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques décident de suspendre le dialogue social pour marquer le mécontentement des représentants et le refus d'une politique visant à détruire la DGFIP, ses agents, ses missions, ses emplois.

Depuis de trop nombreuses années, les fonctionnaires de "BERCY", notamment ceux de la Direction Générale des Finances Publiques, ont trop subi :

- Le discours «anti-fonctionnaires», encore illustré récemment par les propos d'Emmanuel Macron pour qui il faut en finir avec le statut général de la fonction publique,
- les conséquences des choix selon lesquels notre administration doit être «exemplaire» en matière de réduction du nombre de fonctionnaires et de baisse des dépenses publiques,
- les «réformes» et autres restructurations, menées bien souvent dans la précipitation et sans tenir compte des réalités: avis des agents, évolution des missions etc,
- l'absence de reconnaissance des qualifications, visible dans la baisse inédite des promotions internes, et la pression sur nos rémunérations, synonymes de baisse du pouvoir d'achat,
- ou encore la déconnexion entre le mode de «management» et les besoins au quotidien, qu'il s'agisse de soutien technique ou de rémunération, encore.

Le constat est connu, il est implacable : non seulement les conditions de vie au travail se dégradent, tout comme les conditions d'exercice des missions, mais les directeurs locaux et nationaux ignorent délibérément la réalité vécue au quotidien.

Le dialogue social se résume à la tenue d'instance obligatoire ou les avis émis par les représentants du personnel sont méprisés.

Attachés au service public, à la protection des agents, à la défense de leurs droits, et aux missions qu'ils exercent, les élus du personnel Solidaires Finances Publiques 25 et CGT Finances Publiques 25 veulent un dialogue social, à condition que celui-ci soit réellement un «dialogue» d'une part et «social» d'autre part.

Nos organisations syndicales nationales s'adresseront au Ministre des finances et au secrétaire d'Etat au budget dans les prochains jours. Dans l'attente de l'audience, les sections locales de Solidaires Finances Publiques 25 et CGT Finances Publiques 25 ne participerons pas au comité technique local de ce jour.

Les élus Solidaires Finances Publiques 25 et CGT Finances Publiques 25.